NEWSLETTER N°7

SEPTEMBRE 2025



ERSEL KAYNAK

Entre débats institutionnels et initiatives locales, découvrez les moments forts de ce mois de septembre.

Chères citoyennes, chers citoyens,

Ces dernières semaines ont confirmé une chose essentielle : notre modèle éducatif ne peut évoluer que s'il reste profondément humain. Au Parlement comme sur le terrain, j'ai pu mesurer à quel point les familles, les élèves et les enseignants ont besoin d'un cadre clair, juste et bienveillant.

Lorsque nous parlons du coût de l'école, du transport scolaire ou de l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques, il ne s'agit pas de chiffres ou de règlements abstraits. Il s'agit de parcours de vie, de confiance, d'égalité des chances. Notre responsabilité politique est de veiller à ce que chaque enfant, où qu'il vive et quelles que soient ses capacités, puisse accéder à l'éducation dans de bonnes conditions : sans obstacles financiers, logistiques ou humains.

Avec le groupe PS, nous continuerons à défendre des solutions concrètes : le maintien d'un véritable transport scolaire pour les zones rurales, la garantie de moyens pour l'inclusion des élèves en situation de handicap, une évaluation sérieuse de la gratuité scolaire pour qu'elle ne soit pas un slogan mais une réalité.

Je le répète souvent : les réponses viennent surtout du terrain. Dans les

écoles spécialisées de type 5, j'ai vu des équipes qui prouvent que l'accompagnement humain reste irremplaçable, même à l'heure du numérique.

L'objectif n'est pas d'opposer discipline et humanité, mais de démontrer qu'une société peut être efficace tout en restant attentive à chacun.

Ersel Kaynak

Député à la Fédération Wallonie-Bruxelles & Échevin de Malmedy

NEWSLETTER N°6

AU PROGRAMME:

AU PARLEMENT

Lutte contre le coût excessif de la scolarité, vigilance face aux à la réforme du transport scolaire, et bataille pour maintenir les moyens destinés aux élèves en situation de handicap.



À MALMEDY

Qu'il s'agisse de promouvoir la mobilité douce ou de rendre nos espaces publics plus accessibles, les citoyens et les associations prouvent qu'un avenir serein se construit ensemble.

SUR LE TERRAIN

Je continue de plaider pour un enseignement spécialisé solide, fondé sur l'accompagnement humain plutôt que sur des solutions techniques trop rapides.



Une nouvelle circulaire sur le transport scolaire, publiée cet été, met en péril l'égalité d'accès à l'enseignement. Sous prétexte d'efficacité, le gouvernement estime désormais qu'une simple ligne publique est « adaptée » pour les élèves ; même si cela impose deux correspondances, et même si cela oblige les enfants à attendre jusqu'à une heure avant ou après les cours.

Mais derrière ces règles technocratiques, il y a des réalités humaines. À Malmedy, l'école communale de Pont a perdu son transport scolaire entre Ligneuville et Pont. Résultat : des enfants de 8 ans devraient patienter 50 minutes dans le froid, parfois sans réelle surveillance, simplement parce qu'une ligne TEC est considérée comme "suffisante" sur papier.

Face à ces situations, on renvoie parfois les familles vers les garderies scolaires. Celles-ci jouent un rôle précieux dans nos communes, mais ne doivent pas devenir une réponse automatique pour pallier les manquements d'un système de transport inadapté. D'autant qu'il s'agit de services payants, qui représentent une charge supplémentaire pour les parents et les communes.

Ce système crée deux catégories d'élèves :

- Ceux qui bénéficient encore d'un transport scolaire organisé et sécurisé.
- Et ceux qu'on renvoie à la débrouille (ou à la caisse)...

Garantir un trajet digne vers l'école, c'est le minimum de toute politique éducative. Avec ma collègue Valérie Dejradin, nous avons déjà interpellé les ministres Glatigny et Desquesnes à ce sujet, et nous continuerons à le faire. Nous plaidons pour des solutions transitoires, le temps de revoir ces règles de manière plus juste et humaine.



PAS DE BARRIÈRES À L'ÉDUCATION !

Lors de la première séance plénière de l'année, j'ai interpellé la Ministre de l'Enseignement, Valérie Glatigny, au sujet d'un enjeu essentiel : le coût de l'école pour les familles.

Aujourd'hui, ces frais restent beaucoup trop lourds:

- minimum 100 € par enfant et par an dès la 4e primaire,
- jusqu'à 1.000 € par enfant et par an dans certaines filières qualifiantes.

Dans ce contexte, la décision du gouvernement d'interrompre les contrôles visant à vérifier le respect de la gratuité scolaire est particulièrement inquiétante. Depuis un an, nous attendons toujours l'évaluation des dispositifs existants.



C'est pourquoi j'ai demandé à la Ministre :

- où en est cette évaluation,
- quand un rapport sera disponible,
- et surtout, si les missions de contrôle seront relancées.

Lors de cette même séance, mes collègues du groupe PS ont également soulevé d'autres questions importantes : les effets du décret Paysage sur la financabilité des étudiant·e·s, ainsi que les impacts de la nouvelle réforme de l'enseignement qualifiant.

L'école doit être un lieu d'apprentissage, pas une source d'inégalités. Les familles ont besoin de réponses claires et de mesures concrètes.



LES ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP NE SONT PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT.

Lors de la Commission Education du 29 septembre, la majorité MR-Les Engagés a voté CONTRE le maintien de 9 millions d'euros dédiés à l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques. Ces moyens permettaient d'offrir un soutien essentiel à des milliers d'enfants dyslexiques, sourds, malvoyants, autistes, ou porteurs d'un handicap moteur, ainsi qu'à d'autres élèves ayant besoin d'un encadrement adapté.

170 emplois spécialisés risquent désormais d'être supprimés du jour au lendemain.

Ce vote a eu lieu en présence de représentants de la communauté sourde, venus assister à la commission. Leur simple regard aurait dû suffire à rappeler à chacun notre devoir de justice et d'humanité. Et pourtant... la majorité a tourné le dos à ces familles.

Avec le groupe PS, nous avions déposé une proposition de décret permettant de maintenir ces 9 millions d'euros, sans coût supplémentaire pour la Fédération, en uniquement les modalités de corrigeant demandées répartition par la Cour constitutionnelle.

MR et Les Engagés ont refusé d'entendre raison. Leur responsabilité est totale.

On ne peut pas se dire "pro-inclusion" le matin et, l'après-midi, couper dans les moyens qui permettent à ces enfants d'avoir une place à l'école comme les autres.



À MALMEDY



PETIT-DÉJEUNER À VÉLO!

Vendredi 19 septembre, à l'occasion de la Semaine de la Mobilité, j'ai eu le plaisir de participer au petit-déjeuner cycliste organisé au Malmundarium. Dès l'aube, de nombreux citoyens sont arrivés à vélo pour partager un moment convivial autour de produits locaux et repartir avec le sourire... Ce fut une belle manière de montrer que se déplacer autrement peut rimer avec plaisir et rencontres.



L'Espace Wallonie était également présent pour encoder les vélos sur la plateforme mybike, une démarche précieuse pour lutter contre le vol et sécuriser encore davantage la pratique du vélo au quotidien.

Merci à toutes celles et ceux qui se sont levés tôt pour partager cette matinée. Ces initiatives renforcent notre conviction : à Malmedy, la mobilité durable a toute sa place et avance grâce à vous.



VERS UNE VILLE INCLUSIVE ET ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS



J'ai récemment participé à une action de sensibilisation organisée par l'ASBL Alteo, qui quotidien pour l'inclusion des œuvre au malades situation de personnes ou en handicap. Ensemble, nous avons testé itinéraire de la mémoire », adapté pour devenir un parcours accessible aux personnes à mobilité réduite.

Cette expérience m'a conforté dans une conviction : Malmedy a déjà accompli de réels progrès, mais il reste encore des obstacles à lever. Certaines rues, certains bâtiments ou équipements publics ne sont pas encore pleinement accessibles. Pour les personnes concernées, cela ne relève pas du confort, mais d'un véritable accès à leurs droits.

C'est pourquoi la Ville doit s'engager dans une démarche de Ville inclusive, qui ne se limite pas aux infrastructures. Elle touche aussi l'accès à l'emploi, au sport, à la culture et à la vie citoyenne.

Je tiens à remercier chaleureusement les membres d'Alteo pour leurs échanges sincères et constructifs. Leur regard est indispensable pour que nous avancions dans la bonne direction.







SOUTENIR L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ DE TYPE 5

Ce mois-ci, j'ai participé, aux côtés de mes collègues député·es, à une visite de l'Institut Mariette Delahaut, à Namur. Cette école joue un rôle essentiel : elle relève de l'enseignement spécialisé de type 5, destiné aux enfants atteints de maladies de longue durée.

Cette rencontre était importante pour rappeler une conviction forte : ces structures institutionnelles doivent être renforcées et soutenues.

Si des initiatives privées, comme l'asbl ClassContact, offrent un appui technique utile pour l'enseignement à distance, elles ne remplacent pas l'accompagnement pédagogique et humain garanti par l'enseignement de type 5.

Avec mes collègues du groupe PS, nous plaidons pour que les moyens budgétaires soient prioritairement investis dans cet enseignement spécialisé. C'est lui qui permet, au quotidien, aux enfants concernés de poursuivre leur scolarité dans les meilleures conditions possibles.

Se montrer concernés, défendre le type 5, rester prudents face aux solutions de distanciel trop simplistes : voilà la ligne que nous continuerons à porter.





L'ARRONDISSEMENT DE VERVIERS NE DOIT PAS DEVENIR UN DÉSERT ADMINISTRATIF.

Dans notre arrondissement, les services publics ferment les uns après les autres. Une évolution inquiétante pour les citoyens comme pour les travailleurs.

- · La Justice de paix de Malmedy a été transférée à Spa.
- · À Aubel et Herve, il n'y a plus de bâtiment dédié.
- Les bureaux du SPF Finances de Malmedy ont fermé, et ceux de Verviers et Saint-Vith seront transférés à Liège d'ici 2030.

Résultat : 220 emplois menacés, des trajets interminables pour les travailleurs... et des citoyens laissés sur le bord du chemin (moins de guichets, plus de déplacements, fracture numérique accrue...)

Aller à Liège n'est pas une solution pour quelqu'un de Waimes ou Burg-Reuland. Un service public doit être au service du public, pas l'inverse.

Des solutions existent :

Nous proposons la création de pôles de services publics locaux, combinant services fédéraux, régionaux et communaux. À Limbourg, la nouvelle maison communale intégrera justice de paix, ONE et police : ce modèle doit être étendu ailleurs.

Avec mes collègues Valérie Dejardin et Linda Zwartbol, nous avons donc profité de cette conférence de presse pour demander au gouvernement fédéral de :

- → Préserver l'emploi local.
- → Maintenir des services publics proches et accessibles.
- → Garantir une réelle égalité entre tous les citoyens de l'arrondissement.



L'ARRONDISSEMENT DE VERVIERS NE DOIT PAS DEVENIR UN DÉSERT ADMINISTRATIF.



Que ce soit à Bruxelles ou à Malmedy, je reste plus que jamais mobilisé. Vos retours, vos idées et vos préoccupations me motivent à aller encore plus loin dans ces combats. Ensemble, nous pouvons faire avancer des solutions concrètes qui répondent aux besoins de tous, sans laisser personne de côté.

Vous avez une question, une suggestion ou un témoignage à partager? N'hésitez pas à me contacter ou à passer me voir lors de mes permanences. Vos contributions sont essentielles pour orienter mon travail et me permettre de rester au plus près de vos attentes.

La prochaine newsletter arrivera dans un mois, avec un nouveau point sur les avancées et les défis à relever. D'ici là, je continuerai à travailler avec détermination pour défendre nos valeurs et nos priorités au Parlement comme sur le terrain.

Merci pour votre confiance. Prenez soin de vous, et à très bientôt pour d'autres nouvelles!

Ersel Kaynak

ME SUIVRE :



ERSEL-KAYNAK.BE



ERSEL KAYNAK



ERSEL.KAYNAK



+32(0)496/25.17.89

EK@ERSEL-KAYNAK.BE

ME CONTACTER: